

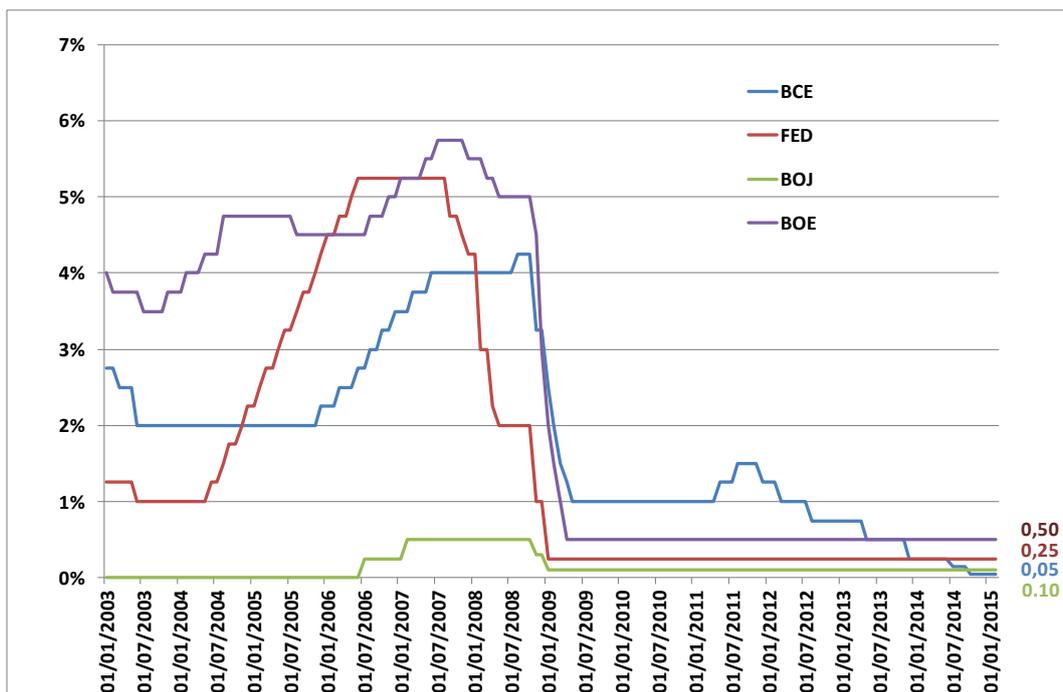
1 - Actualité nationale et internationale

Réunion du G20 des Ministres des finances et gouverneurs de banques centrales à Istanbul les 9 et 10 février

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du G20 souligne que « la croissance de l'économie mondiale reste inégale et bien que la reprise soit à l'œuvre, elle est lente, spécialement dans certaines économies avancées, en particulier la zone euro et le Japon ». Il note que « la forte baisse des prix du pétrole, qui reflète à la fois des facteurs d'offre et de demande, fournira une certaine stimulation à la croissance mondiale, mais avec des implications variées d'une économie à l'autre ». Il souligne ensuite que « une inflation faible et prolongée, combinée à une croissance atone et à une faiblesse de la demande dans certaines économies avancées, pourrait accroître le risque d'une stagnation persistante ». Dans le paragraphe 4, consacré à la politique monétaire, les ministres des finances et gouverneurs du G20 indiquent : « Nous convenons que, conformément aux mandats des banques centrales, les conditions économiques actuelles peuvent requérir des politiques monétaires accommodantes. À cet égard, nous saluons la mise en œuvre de politiques monétaires appropriées. La décision récente de la BCE vise à répondre à son mandat de stabilité des prix et apportera un soutien supplémentaire à la reprise dans la zone euro. Nous notons également que quelques économies avancées, ayant de meilleures perspectives de croissance, se rapprochent de conditions qui autoriseraient une normalisation de leur politique monétaire. Dans un contexte d'orientations divergentes des politiques monétaires et de montée de la volatilité sur les marchés financiers, les ajustements de politique monétaire devraient être calibrés avec soin et faire l'objet d'une communication claire afin de limiter les effets de bord négatifs ».

<https://q20.org/wp-content/uploads/2015/02/Communique-G20-Finance-Ministers-and-Central-Bank-Governors-Istanbul.pdf> (en anglais)

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 496 400 en France métropolitaine fin décembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin novembre 2014 (+0,2 %, soit +8 100). Sur un an, il croît de 5,7 %.

Europe : baisse du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,4 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 11,5 % de novembre 2014 et à celui de 11,8 % de décembre 2013. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,9 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,0 % de novembre 2014 et à celui de 10,6 % de décembre 2013. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous les 10,0 % dans l'UE28. Eurostat estime qu'en décembre 2014, 24,056 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,129 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 228 000 dans l'UE28 et de 157 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le chômage a baissé de 1,710 million de personnes dans l'UE28 et de 693 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2014 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en octobre 2014) et en Espagne (23,7 %).

Inflation

Zone euro : baisse continue de l'inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,6 % en janvier 2015, en baisse par rapport au mois de décembre où il était de -0,2 %. Ce taux négatif de l'inflation annuelle de la zone euro pour janvier est attribuable à la chute des prix de l'énergie (-8,9 %, contre -6,3 % en décembre). Les prix sont également estimés en baisse pour l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac (-0,1 %, contre 0,0 % en décembre) et pour les biens industriels hors énergie (-0,1 %, contre 0,0 % en décembre). La seule hausse annuelle prévue concerne les services (1,0 %, contre 1,2 % en décembre).

Microfinance

La microfinance dans les Outre-mer

Un avis consacré à la « Microfinance dans les Outre-mer » a été voté le 10 février à l'Assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Parmi les propositions on trouve l'extension du suivi statistique de la microfinance par la Banque de France à l'ensemble des territoires ultramarins, en partenariat avec l'IEDOM et l'IEOM.

www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf

OCDE

Objectif croissance 2015

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne une évaluation des réformes mises en place par les pays membres. Elle loue l'intensité des réformes menées en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, mais déplore leur faiblesse voire même leur diminution "dans la plupart des pays nordiques et du cœur de la zone euro". Concernant la France, le rapport recommande l'allègement du coût du travail, la réforme du droit du travail, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de la lutte contre l'échec scolaire et la levée de certains freins à la concurrence.

<http://www.oecd.org/fr/economie/reformes-economiques-objectif-croissance.htm>

Actualité législative

Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer

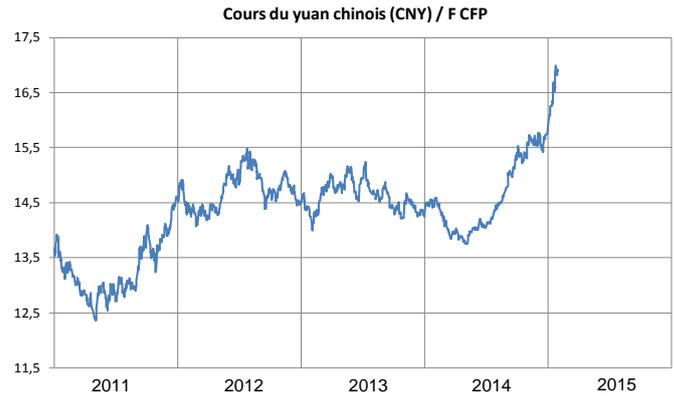
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030223097&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Chine : ralentissement de la croissance en 2015

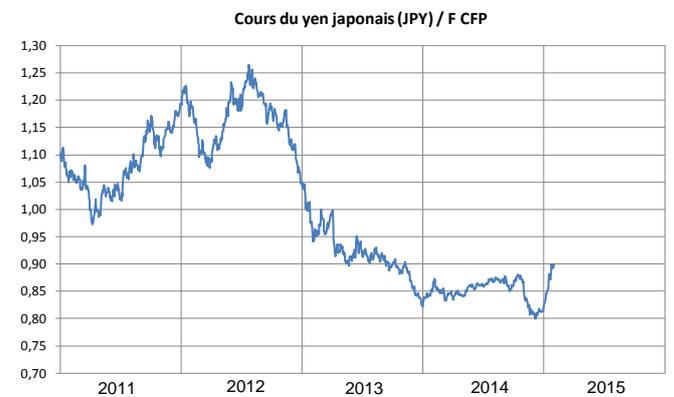
L'inflation chinoise a chuté sous 1 % en janvier pour la première fois depuis 5 ans. La hausse des prix s'est établie à 0,8 % sur douze mois glissants en janvier, selon le Bureau national des statistiques.

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,4 % sur l'ensemble de 2014, niveau en deçà de l'objectif de 7,5 % fixé par le gouvernement. Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 24 ans. Le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Chine en 2015, à 6,8 %.



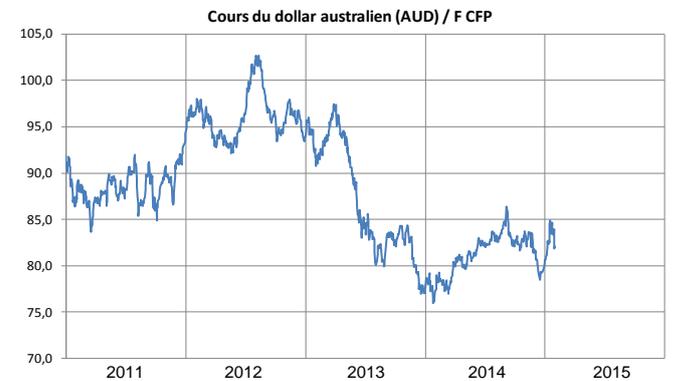
Japon : la production a augmenté au dernier trimestre 2014

La production a progressé de 1,8 % au quatrième trimestre 2014, tandis que le taux de chômage au mois de décembre a reculé de 0,1 point pour atteindre 3,4 %. Les dépenses de consommation ont toutefois encore chuté en décembre de 3,4 % sur un an, mais progressent de 2,1 % par rapport au mois de novembre. Le Premier Ministre Shinzo Abe a annoncé le 27 décembre 2014 un plan de relance budgétaire de près de 30 milliards d'euros, après l'annonce d'un assouplissement monétaire par la Banque du Japon en octobre 2014.



Australie : baisse du taux directeur

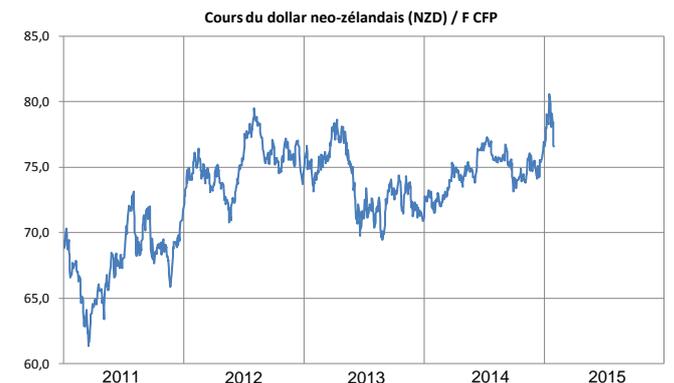
Le 3 février 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé son principal taux d'intérêt d'un quart de point à 2,25 %, un plus bas historique alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Ce changement s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise jugé trop élevé.



Nouvelle-Zélande : hausse du chômage à relativiser

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point au quatrième trimestre 2014 pour s'établir à 5,7 % (-0,3 point sur un an), tandis que le taux de participation à la population active a augmenté de 0,7 point (69,7 %). Les prix à la consommation enregistrent un recul sur le dernier trimestre 2014 (-0,2 %, +0,8 % sur un an).

Dans ce contexte, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu, fin janvier 2015, son principal taux directeur à 3,5 %, après une progression de 100 points de base entre mars et juillet 2014.



3 – Brèves économiques locales

Revalorisation du SMG et du SMAG

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a fixé le taux du salaire horaire minimum garanti (SMG) à 904,81 F CFP brut à compter du 1^{er} février, correspondant à 152 912 F CFP brut pour une rémunération mensualisée de 169 heures. Le taux du salaire horaire minimum agricole garanti (SMAG) passe lui à 769,09 F CFP brut, correspondant à 129 977 F CFP brut par mois sur la base de 169 heures.

Exercice international d'alerte au tsunami

Le 3 février 2015, 40 pays et territoires de la région Pacifique, dont la Nouvelle-Calédonie, ont participé à un exercice international d'alerte au tsunami, qui visait à tester les procédures de prise de décision et les outils de prévision fournis par le centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique. Cet exercice à usage interne impliquait principalement le centre de Nouméa de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD, responsable du réseau sismologique de Nouvelle-Calédonie) et la Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR). Aucune participation de la population n'a été requise.

Convention de partenariat entre le CESE et le Sénat coutumier

Le 29 janvier 2015, a eu lieu la signature officielle d'une convention de partenariat et d'échanges entre le Conseil Economique Social et Environnemental de Nouvelle-Calédonie (CESE NC) et le Sénat coutumier. Cette démarche est initiée afin que ces deux institutions, issues de la volonté des signataires des Accords de Matignon-Oudinot, puissent notamment entreprendre des études communes sur certains dossiers relevant des compétences de chacun. Le premier dossier commun devrait porter sur l'illettrisme.

Création d'un comité de pilotage pour la clinique Île Nou Magnin

Un comité de pilotage a été formé le 23 janvier 2015 par le Gouvernement, pour répondre au blocage du chantier du Pôle Hospitalier Privé (PHP) de Nouville. Les responsables du projet ont demandé l'intervention de l'exécutif, insistant sur les difficultés financières liées au blocage des travaux depuis novembre 2014, au bout d'une dizaine de jours après leur démarrage. Pour rappel, le budget du PHP est estimé à 13,2 milliards de F CFP, avec une livraison prévue en 2018.

Ouverture d'un collège dans la commune du Mont-Dore

Le nouveau collège de la Direction diocésaine de l'enseignement catholique (Ddec) situé à La Conception (commune du Mont-Dore) au bord de la RP1 ouvre ses portes à la rentrée 2015. L'établissement pourra accueillir dans un premier temps 150 élèves répartis en deux classes de sixième et de cinquième, une de quatrième et une de troisième. La finalisation de la deuxième partie de l'établissement à la rentrée 2016 devrait permettre d'atteindre une capacité d'accueil de 380 élèves.

L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°150 – Premières tendances – 4^e trimestre 2014

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des professionnels interrogés sur la conjoncture, continue à progresser pour le cinquième trimestre consécutif, mais cependant à un rythme moins soutenu (+0,8 point sur le trimestre). Il reste ainsi toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-10,4 points).

- Rapport annuel 2013 de la balance des paiements de Nouvelle-Calédonie

Dans un contexte de ralentissement économique et de baisse des cours du nickel, le déficit des transactions courantes – qui représente l'écart entre l'épargne et l'investissement dans le territoire – s'est réduit de 173 à 156 milliards de F CFP. La stabilisation à un niveau élevé du déficit des échanges de biens (-166 milliards de F CFP) est le résultat de baisses conjointes des exportations et des importations, à des montants comparables. Le déficit des échanges extérieurs de services fléchit. La rubrique « revenus » voit son excédent s'améliorer tandis que les flux de transferts courants restent stables. Le compte financier présente de moindres entrées au titre des investissements directs, mais leur niveau demeure très élevé, traduisant notamment les financements accordés par les maisons-mères à leurs filiales dans le secteur du nickel.

Pour en savoir plus : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/balance-des-paiements/2013.html>

Autre publication

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de la Nouvelle-Calédonie a publié l'étude suivante :

- Rapport & Vœu n°01/2015 – Auto-saisine concernant les échanges de la Nouvelle-Calédonie avec les petits Etats insulaires du Pacifique – 30 janvier 2015

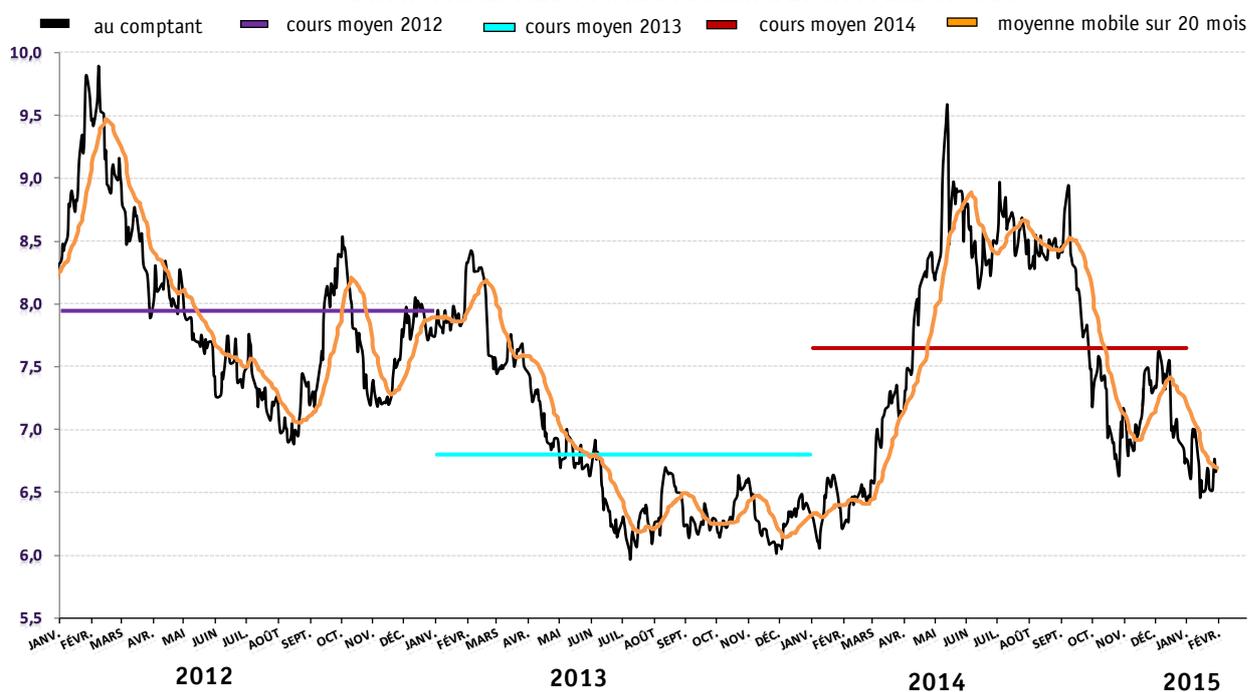
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-15	105,42	-0,2%	0,5%
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-14	6 140	-7,8%	3,6%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-14	11 930	-8,8%	31,3%
	cumulées	déc.-14	140 928	-	26,2%
Importations	mensuelles	déc.-14	27 682	10,1%	-1,9%
	cumulées	déc.-14	299 225	-	2,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-15	6,70	-7,2%	4,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-15	688	-1,5%	23,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-14	639	2,0%	29,7%
	cumulées	déc.-14	5 415	-	21,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-14	5 846	-6,7%	17,1%
	cumulées	déc.-14	76 500	-	17,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-14	12 533	18,2%	7,0%
	cumulés	déc.-14	107 187	-	-0,5%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		janv.-15	101,82	0,40%	0,32%
• IRL (p)		janv.-15	119,97	0,03%	0,04%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-14	14	-17,2%	ns*
	cumulées	déc.-14	958	-	10,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-14	17	-34,1%	ns*
	cumulées	déc.-14	1 435	-	10,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-15	406	120,7%	-22,7%
	cumulées	janv.-15	406	-	-22,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

* Il n'y a pas eu d'exportations de crevettes au mois de décembre 2013

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	janv.-13	janv.-14	janv.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 206	15 271	16 500	-5,8%	8,0%
Dépôts à vue	253 310	276 828	309 721	9,3%	11,9%
Total M1	269 516	292 099	326 221	8,4%	11,7%
M2-M1	106 978	112 380	116 856	5,0%	4,0%
Total M3	596 082	601 633	621 765	0,9%	3,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	455 321	455 772	438 017	0,1%	-3,9%
Ménages	400 097	407 821	416 736	1,9%	2,2%
Collectivités locales	53 919	67 920	84 976	26,0%	25,1%
Autres agents	14 525	17 054	14 546	17,4%	-14,7%
Total encours sain	923 862	948 567	954 275	2,7%	0,6%
Créances douteuses brutes	19 340	21 174	29 210	9,5%	38,0%
Total encours brut	943 202	969 740	983 486	2,8%	1,4%

Interdits bancaires

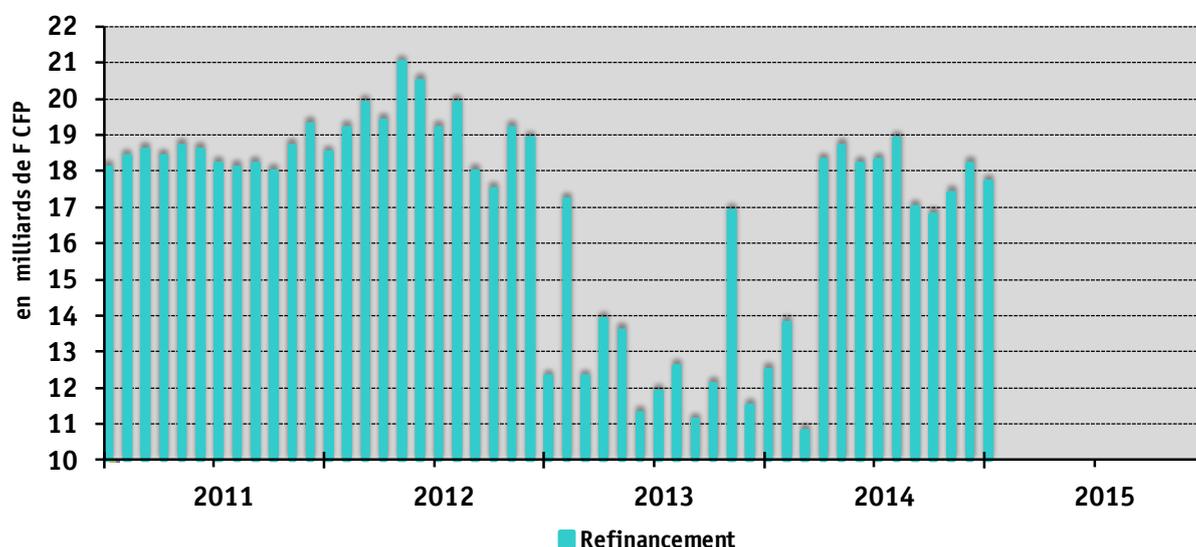
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	janv.-15	7 774	1,6%	-2,0%
	dont personnes physiques	janv.-15	6 907	1,9%	-2,1%
	dont personnes morales	janv.-15	867	-1,0%	-1,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	janv.-15	17 439	0,7%	8,6%
		janv.-15	5 365	0,8%	6,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-15	17,7	-3,1%	40,7%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation	janv	104,9	105,4	0,5%
Entreprises				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire *	janv	876	867	-1,0%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc	31 872	35 786	12,3%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP) *	janv	319	844	164,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs *	janv	322	229	-28,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	nov	5 929	6 140	3,6%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	nov	6 399	7 133	11,5%
chômeurs indemnisés	déc	2 047	2 167	5,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire *	janv	7 055	6 907	-2,1%
décisions retraits cartes bancaires *	janv	310	211	-31,9%
incidents paiements sur chèques *	janv	3 540	2 514	-29,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs *	janv	525	406	-22,7%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP) *	janv	1 190	1 078	-9,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 377	35 675	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 045	17 141	0,6%
Echanges				
nombre de touristes	déc	107 753	107 187	-0,5%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année *	janv	6,38	6,70	4,9%
cours du nickel au LME en \$/lb *	janv	6,38	6,70	4,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 459	5 415	21,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	17 529	23 590	34,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	65 202	76 500	17,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	79 822	105 912	32,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	868	958	10,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 302	1 435	10,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	98 653	130 937	32,7%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	88,4%	92,9%	4,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	290 908	299 225	2,9%
total des exportations (M FCFP)	déc	111 628	140 928	26,2%
taux de couverture	déc	38,37%	47,10%	8,7 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	48 961	49 671	1,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue *	janv	276 828	309 721	11,9%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire) *	janv	292 099	326 221	11,7%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret) *	janv	404 479	443 077	9,5%
Dépôts à termes *	janv	197 115	178 688	-9,3%
M3 (M2 + Dépôts à termes) *	janv	601 633	621 765	3,3%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises) *	janv	3 815	4 336	13,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	déc	3,48%	3,74%	0,3 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à l'habitat	sept	74 420	73 656	-1,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'investissement	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits à la construction	sept	241 766	233 120	-3,6%
Collectivités locales				
dont d'investissement	sept	117 250	117 441	0,2%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	sept	67 920	84 976	25,1%
taux de créances douteuses brutes	sept	65 403	82 811	26,6%
Autres agents	sept	17 054	14 546	-14,7%
taux de créances douteuses brutes	sept	21 174	29 210	38,0%
ensemble des actifs financiers	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
Ménages	sept	712 111	711 157	-0,1%
Sociétés	sept	366 069	386 109	5,5%
Autres agents	sept	229 326	219 247	-4,4%
dont assurances-vie	sept	116 717	105 801	-9,4%
	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2015/2014

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
	taux		date d'effet							
taux de la facilité de dépôt	-0,20%		10/09/2014							
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%		10/09/2014							
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%		10/09/2014							
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte							
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%								
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%							
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%								
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%								
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux			date d'effet
	30/01/2015	31/12/2014	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%		15/10/2001	
EONIA	0,0860%	0,1440%	- 0,058 pt							
EURIBOR 1 mois	0,0010%	0,0180%	- 0,017 pt							
EURIBOR 3 mois	0,0540%	0,0780%	- 0,024 pt							
EURIBOR 6 mois	0,1320%	0,1710%	- 0,039 pt							
EURIBOR 12 mois	0,2700%	0,3250%	- 0,055 pt							
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal 2015			taux		JORF	
	janv.-15	déc.-14	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,06%		27/12/2014	
TMO	0,9400%	1,1800%	- 0,240 pt							
TME	0,7400%	0,9800%	- 0,240 pt	autres cas			0,93%			
Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme										
taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
date	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	
taux JJ	0,090%	0,175%	0,170%	nd	0,044%	0,047%	0,490%	0,450%	0,425%	
3 mois	0,360%	0,425%	0,205%	nd	0,112%	0,106%	0,600%	0,600%	0,600%	
10 ans emprunts phares	1,680%	2,180%	2,200%	0,280%	0,330%	0,420%	1,360%	1,760%	1,920%	
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)										
Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure				
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,65%				
Prêts à taux fixe		4,57%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,35%				
Prêts à taux variable		4,15%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,25%				
Prêts-relais		4,92%		Découverts en compte		13,27%				
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		3,87%				
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF		20,25%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure				
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF		14,37%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,65%				
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		9,21%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,35%				
				Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,25%				
				Découverts en compte		13,27%				
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	105,5566	1 NZD/XPF	76,6519	1 HKD/XPF	13,6167	1 GBP/XPF	158,8760		
100 JPY/XPF	89,6692	1 AUD/XPF	82,0996	1 SGD/XPF	78,0354	100 VUV/XPF	100,3648	1 FJD/XPF	51,8315	